

## Pour la victoire complète de l'Intifada en Tunisie

Une déclaration de la Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale salue l'insurrection populaire, l'Intifada, qui a mis fin à 23 ans de dictature en Tunisie. Les secteurs pauvres des zones rurales, les quartiers ouvriers, avec les jeunes chômeurs à la tête, ont montré qu'il est possible de vaincre les régimes les plus répressifs par la lutte cohérente et soutenue.

La Tunisie est un pays en Afrique du Nord, située dans le Maghreb, une région très conflictuelle. Il y a quelques mois à peine, le peuple sahraoui faisait face à la répression du régime marocain de Mohamed VI, dans une lutte qui dure déjà depuis plus de 30 ans, pour le droit de récupérer leur territoire.

Pendant que la population tunisienne se soulevait contre le régime de Ben Ali, les jeunes chômeurs d'Algérie faisaient face à leur gouvernement en raison de la hausse du prix des denrées de base.

Le régime de Ben Ali est arrivé au pouvoir il y a 23 ans, après un coup d'Etat contre le régime issu de l'Indépendance en 1951, et depuis lors, il a mis en oeuvre la politique décrétée par le FMI, de privatisation et d'austérité, tout en faisant progresser ses relations privilégiées avec l'Union européenne, en particulier avec l'ancienne puissance coloniale, la France, qui a 1350 entreprises sur son territoire, sans compter les italiennes (400 entreprises), les britanniques, les belges ou les espagnoles.

Ces dernières années, la Tunisie a été présentée comme un exemple de « miracle économique » qui consiste à appliquer les prescriptions d'austérité et de libéralisation du FMI et des organismes impérialistes. Entre-temps, l'Union européenne et ses Accords d'Association soutenaient la dictature marionnette, en colonisant le pays et en condamnant le peuple à la misère et l'émigration.

Mais la flambée qui a commencé avec la mort du jeune vendeur de rue à Sidi Bouzid a mis à nu la réalité d'un pays contrôlé par une famille, celle du dictateur Ben Ali, enrichie grâce aux affaires avec l'impérialisme, alors que le niveau élevé de chômage touche 40 % des jeunes diplômés.

La corruption généralisée, la fuite des cerveaux, la dépendance de l'impérialisme, l'analphabétisme parmi de larges couches de la population du sud, surtout dans les régions où ont eu lieu les premières manifestations, ensemble avec la répression policière, ont été le bouillon de culture pour une situation qui a finalement éclaté.

La rébellion, qui en un mois s'est étendue à tout le pays, a provoqué la fuite en Arabie saoudite du dictateur, après que celui-ci avait cherché l'accueil de son allié français, Sarkozy, qui toutefois a été « déconseillé » de le recevoir, étant donné la présence de centaines de milliers de migrants tunisiens et des millions de Maghrébins vivant en France.

Le régime a ainsi perdu le centre du pouvoir et un vide du pouvoir s'est ouvert, où la police, le bastion clef du régime - 150.000 agents de police, ainsi que d'autres forces de répression, et qui occupe le premier rang dans le Maghreb, avec une moyenne d'un policier par 27 Tunisiens - s'est trouvée face à la population et à une armée qui avait rompu avec le gouvernement de Ben Ali.

Dans le vide du pouvoir ainsi créé, la police essaie de provoquer le chaos le plus grand possible pour tenter de vaincre la population. Mais elle s'affronte aux masses, organisées en Comités de défense populaires dans presque toutes les villes et les quartiers populaires de la capitale, et aux forces de l'armée.

Avant de fuir, le dictateur lui-même avait reconnu sa défaite face à la mobilisation, en renvoyant d'abord le ministre de l'Intérieur, puis le gouvernement tout entier, et finalement en annonçant son intention de ne pas briguer sa réélection en 2014, dans un discours où il promettait des réformes démocratiques, la baisse des prix et la création de 300 000 emplois.

Mais le mouvement avait atteint son point critique, malgré la répression et plus d'une centaine de morts. Personne ne croyait plus aux promesses, et l'UGT-T, en dépit du caractère pro-régime de sa direction, a été contraint de déclarer la grève générale.

Alors que dans des pays comme la Jordanie, l'Algérie, l'Egypte, etc., il y a des manifestations dans la rue, le gouvernement marocain, pour sa part, interdit les manifestations. **Le brasier social centré en Tunisie menace l'ensemble du monde arabe et du Maghreb.**

Le dictateur a fui, mais l'appareil de la dictature vit encore, en pleine crise. Après la fuite du dictateur, c'est El Ghannouchi, le Premier ministre, qui assume « temporairement » le gouvernement et propose un gouvernement d'unité nationale.

A 20 heures, sous la pression de l'opposition, El Ghannouchi laisse la présidence dans les mains du Président du Parlement, qui se met à la tête du gouvernement d'unité nationale.

Les forces d'opposition entrent en jeu pour stabiliser la situation, avec des propositions pour former un « gouvernement de coalition », faite par les islamistes, ou proposant qu'il y ait des « garanties » de

l'application de la dernière intervention de Ben Ali, comme demande la direction de l'UGT-T.

Les puissances impérialistes, l'Union européenne et les États-Unis, les mêmes qui ont soutenu la dictature, travaillent pour « stabiliser » la situation sur la base de la préservation du Parti du régime, le *Regroupement Constitutionnel Démocratique* (RCD), un parti qui faisait partie de l'Internationale socialiste jusqu'au départ du dictateur, et dont les représentants continuent, pour la plupart, dans le pouvoir.

Le lendemain se constitue un gouvernement de coalition où entrent des forces de l'opposition, provenant de l'UGT-T, mais les ministères clef restent entre les mains du parti de Ben Ali. Ce sont encore les mobilisations contre la fraude que signifie la présence de vestiges de la dictature au sein du gouvernement, qui imposent la démission de l'opposition et de l'UGT-T, ce qui ouvre de nouveau un vide de pouvoir.

Comme l'a déclaré Fathi Chamkhi, professeur de géographie et membre de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, la révolution tunisienne « *est une révolution sociale et démocratique. Elle est démocratique, parce qu'il y a des revendications relatives aux libertés politiques, et sociales parce qu'il y a des exigences économiques et pour le travail. Il y a une accumulation de faits depuis 23 ans, auxquels s'ajoute la crise mondiale de 2008.* »

C'est pourquoi, toutes les forces de la bourgeoisie, toutes couleurs confondues, et avec l'appui ouvert des puissances impérialistes, sont engagées à détourner le cours du processus révolutionnaire, à « stabiliser » le pays et à prévenir ainsi **que la chute du dictateur donne lieu à une lutte sociale et révolutionnaire qui, avec la lutte pour les libertés démocratiques, mette en question la dépendance coloniale et le système social lui-même.** Les secteurs populaires et les travailleurs, en criant « du pain, de l'eau, et non Ben Ali », ont ouvert un processus qui ouvre la voie à la lutte **pour la seconde indépendance, pour une issue socialiste contre le système capitaliste qui les condamne à la faim.** C'est une voie qui contient la menace, pour l'impérialisme et ses gouvernements fantoches, de s'étendre au reste du Maghreb et du monde arabe.

Le peuple tunisien a mis en échec l'un des principes sacro-saints de la société capitaliste qui dit que la révolution n'existe pas. En dépit des défenseurs « de gauche » du système capitaliste, comme Bernard-Henri Lévy, qui prétendent que la révolution est des classes moyennes et des internautes et que « le moteur de cette révolution n'était pas le prolétariat », le processus insurrectionnel est né chez les paysans pauvres dans le centre et le sud du pays et s'est répandu comme une traînée de poudre dans les quartiers ouvriers de la capitale. Ce que beaucoup appellent la « rébellion des chômeurs » n'a pas fait de distinction entre leurs revendications démocratiques et celles qui les ont poussées à descendre dans la rue, le travail et le pain. **Pain, travail et liberté sont les bannières de la lutte du peuple tunisien.**

Les manifestations dans la rue ne cessent pas et des secteurs, comme celui des enseignants, ont déclaré une grève générale illimitée.

Evidemment, aucun secteur de la bourgeoisie n'est intéressé à mener la révolution commencée en Tunisie jusqu'aux dernières conséquences. Tous, y compris leurs institutions comme le parti du dictateur, le RCD, l'armée, vont entrer tôt ou tard en conflit avec la classe ouvrière, ce qui se traduira sans aucun doute dans la lutte entre la contre-révolution, « pseudo-démocratique », soutenue par les impérialistes et par les gouvernements arabes, effrayés par les événements, et les masses populaires **en lutte résolue pour le démantèlement de la dictature, la souveraineté nationale et le pain et le travail pour tous.**

L'effort de la contre-révolution n'est autre que d'élever un rempart contre la perspective socialiste plus ou moins consciente, ouverte par le processus révolutionnaire.

Il s'agit donc de soutenir inconditionnellement la mobilisation populaire et des travailleurs pour obtenir toutes les libertés démocratiques, l'amnistie pour les prisonniers, pour **démanteler radicalement les structures de la dictature**, les appareils répressifs, pour les épurer et poursuivre en justice les responsables des tueries.

Il s'agit de récupérer les **richesses volées par la famille de Ben Ali**, en expropriant toutes ses entreprises et **les nationaliser sous le contrôle des travailleurs.**

**Il s'agit de rompre les accords avec l'impérialisme, les accords de dépendance et de pillage,** conclus avec une Union européenne responsable de la misère du peuple de la Tunisie.

Les restes de la dictature, les groupes paramilitaires qui ont déjà commencé à agir à partir de la police, avec le soutien des gouvernements de la région (la Libye en particulier), doivent trouver une réponse adéquate dans l'organisation de la classe ouvrière et le peuple, comme c'est déjà le cas avec **la formation de Commissions de défense populaire, dont l'extension** est la clef pour freiner les tentatives contre-révolutionnaires. En ce sens, **les soldats et les sous-officiers doivent intégrer ces comités** et ne pas attendre que l'un ou l'autre commandement militaire s'oppose de façon cohérente à la contre-révolution.

La classe ouvrière et le peuple tunisien donnent un exemple au monde et doivent continuer dans cette voie, **sans accorder aucune confiance à un « gouvernement d'unité nationale », « de coalition », etc.,**

dont font partie des forces bourgeoises, car ceux-ci tendent inévitablement à un accord et à la négociation avec l'impérialisme pour stabiliser la situation en évitant les exigences populaires concernant le chômage de masse, l'analphabétisme, la misère et la dépendance coloniale.

La seule garantie de donner suite à ces exigences est la mobilisation indépendante et cohérente contre les manœuvres, comme l'a fait jusqu'à présent le peuple tunisien, en s'organisant et en soutenant ses organisations, afin d'avancer vers la mise en place d'**un gouvernement des travailleurs et du peuple**.

La révolution tunisienne devra faire face à des risques énormes, notamment par l'intervention des gouvernements de la Ligue arabe, en particulier ceux du Maghreb, et de l'impérialisme. Cet isolement doit être brisé **par la solidarité internationale**.

Les jeunes et les travailleurs de la Tunisie ne peuvent compter que sur **le soutien de leurs frères de classe du Maghreb et du monde arabe**. Il est de la responsabilité des organisations ouvrières et populaires de ceux-ci, de ne pas permettre l'isolement de la révolution tunisienne, en appelant à des actions de solidarité et contre leurs gouvernements pro-impérialistes.

La LIT-QI engage toutes ses forces à l'appui et l'extension de la lutte révolutionnaire des masses tunisienne pour un avenir meilleur.

Pour la victoire de la révolution tunisienne.

Pour une Fédération de Républiques Socialistes du Maghreb.

Le 23 janvier 2011